

UN CAS POUR LA HAYE

document soumis par la délégation suisse

* * *

A CASE FOR THE HAGUE

document submitted by the delegation of Switzerland

*Document préliminaire No 5 de juin 1996 à l'intention de
la Commission spéciale de juin 1996 sur la question de la reconnaissance
et de l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale*

*Preliminary Document No 5 of June 1996 for the attention of
the Special Commission of June 1996 on the question of the recognition
and enforcement of foreign judgments in civil and commercial matters*

UN CAS POUR LA HAYE

document soumis par la délégation suisse

* * *

A CASE FOR THE HAGUE

document submitted by the delegation of Switzerland

Un cas pour La Haye

Document soumis par la délégation suisse

La Suisse soutient les efforts tendant à l'élaboration d'une convention universelle en matière de compétence judiciaire et d'exécution des jugements, dont l'initiative revient aux Etats-Unis d'Amérique. Le moment est venu, en effet, de renforcer l'harmonisation du droit en cette matière et d'assurer une meilleure protection des justiciables dans les relations commerciales internationales. Un procès en cours aux Etats-Unis démontre la nécessité et l'urgence d'une telle convention.

Le cas du *Granville Gold Trust-Switzerland* concernait des fonds placés dans la Interchange Bank qui avait son siège dans le canton du Tessin en Suisse. Un dénommé Robert Granville Higgins créa un trust selon le droit californien (Granville Gold Trust-Switzerland) et institua la Interchange Bank comme *trustee*. Les transactions financières devaient être réglées par le droit suisse. L'Interchange Bank fit faillite en 1967. Une commission d'administration de la faillite fut constituée par la Cour d'appel du canton de Tessin. Ses travaux aboutirent à la clôture de la procédure de liquidation en 1989.

En février 1993, une action a été intentée devant la Supreme Court de New York, Kings County, par le Granville Gold Trust-Switzerland, la Granville Gold Switzerland Corporation, ainsi que par Sieur Abdul Hafeez Muhammed, désigné principal bénéficiaire de Granville Gold Trust par Sieur Robert Granville Higgins en 1990. Cette action était dirigée contre la commission d'administration de la faillite, puis consécutivement contre l'office des faillites et l'Interchange Bank. Elle portait sur le remboursement du capital prétendument investi, soit 600 millions de US \$, et sur le paiement d'un intérêt moratoire calculé à raison de 1% par semaine, le montant total réclamé dépassant ainsi les 125 milliards de US \$. La notification de la demande aux défendeurs s'est faite par l'entremise des conseils des demandeurs, soit par une voie non conforme à la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*.

La Cour suprême de New York, Kings County, par jugement du 3 octobre 1994, admit tacitement sa compétence, alors que le Granville Gold Trust-Switzerland exerçait une activité commerciale en Suisse et que seule la Granville Gold Switzerland Corporation, entité apparemment succédant à la Granville Gold Trust-Switzerland, exerçait une activité dans l'état de New York. La Cour déclara la demande recevable en tous points. Par la suite, à fin décembre 1994, les demandeurs obtinrent par un mesure provisionnelle la saisie des comptes bancaires suisses se trouvant aux Etats-Unis auprès de la Federal Reserve Bank de New York et appartenant à la Confédération suisse et à des institutions cantonales qui n'avaient aucun rapport avec le litige, et ce d'ailleurs sans que la question de l'immunité n'ait jamais été examinée.

A la suite des réactions vigoureuses suscitées par les mesures prises par la Supreme Court of New York, Kings County, la saisie fut levée, d'abord à titre provisoire, le 17 juillet 1995, puis à titre définitif, le 28 mars 1996, par la United States District Court, Eastern District of New York. Celle-ci ordonna enfin, le 16 avril 1996, l'annulation du jugement de la Supreme Court of New York, Kings County, les demandeurs étant renvoyés à mieux agir devant les tribunaux suisses. Les demandeurs ont interjeté une motion de reconsidération auprès du juge de la District Court.

A case for The Hague

Document submitted by the delegation of Switzerland

Switzerland supports the undertaking of the elaboration of a worldwide convention on jurisdiction and the enforcement of judgments, due to an initiative of the United States. It is time to reinforce the harmonization in that field and to ensure a better protection for the potential parties to a procedure in civil and commercial matters. A current procedure that takes place in the USA illustrates the necessity and the urgency of such a convention.

The so-called *Granville Gold Trust* case concerned some funds which had been placed in view of investment in the Interchange Bank, which had its seat in the canton of Tessin in Switzerland. Mr Robert Granville Higgins created a trust pursuant to the law of the state of California (Granville Gold Trust) and nominated the Interchange Bank as trustee. The financial transactions were subject to Swiss law. In 1967 that bank went bankrupt. A commission composed of three members named by the Court of Appeal of the canton of Tessin was entrusted with the winding up proceedings. The commission accomplished its work in 1989, when proceedings could be wound up.

In February 1993 the Granville Gold Trust-Switzerland, the Granville Gold Switzerland Corporation and Habdul Hafeez Muhammed, who was declared principal beneficiary of the Granville Gold Trust by Mr Robert Granville in 1990, brought an action for payment of a round sum of 125 billion dollars against the commission administering the bankruptcy, against the bankruptcy office and the Interchange Bank in the Supreme Court of New York, Kings County. This amount was calculated on the basis of the sum of 600 million dollars, which is supposed to have been invested, as well as with respect to an interest of 1% a week for late payment. The documents were served directly via private persons, a method of serving not conforming to the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters*.

On 3 October 1994 the Supreme Court of New York, Kings County, assumed jurisdiction over the case and declared the action admissible on all counts. This declaration of having jurisdiction ensued although the Granville Gold Trust-Switzerland exercised a commercial activity in Switzerland and only Granville Gold Switzerland Corporation had an activity in the state of New York. At the end of December 1994 a provisional measure declared that several Swiss bank accounts in the USA, which had been deposited in the Federal Reserve Bank of New York, were subject to an attachment order. This measure affected funds belonging to the Swiss Confederation as well as assets of cantonal corporations, therefore funds which had no relationship whatsoever with the defendants. Moreover the immunities of public international law were ignored.

Following intensive reactions provoked by the measures of the Supreme Court of New York, Kings County, the attachment order was set aside, provisionally first on 17 July 1995 and definitively on 28 March 1996 by order of the United States District Court, Eastern District of New York. The same District Court of New York finally reversed the judgment of the Supreme Court of New York, Kings County, on 16 April 1996, the plaintiffs being referred to the jurisdiction of the Swiss courts. A motion for reconsideration has been filed meanwhile by the plaintiffs with the judge of the District Court.

Le résultat provisoire de l'affaire répond à l'attente des défendeurs directement concernés ainsi qu'à celle de la Confédération suisse et des cantons impliqués. Il a toutefois fallu des efforts considérables pour faire invalider la décision de la Supreme Court of New York, Kings County. En outre, le fait même qu'un tribunal ait pu accepter une solution aussi insolite que celle qui consiste, dans le cas évoqué, à fixer un taux d'intérêt annuel de plus de 50%, a suscité de vives réactions en Suisse, de même que la saisie ordonnée de biens appartenant à la Confédération et aux banques cantonales jusqu'au montant de 125 milliards \$. La décision finale dans l'affaire Granville Gold Trust est donc attendue avec beaucoup d'intérêt.

A ce stade, l'affaire permet de tirer quelques enseignements utiles pour les travaux de la Conférence de La Haye en matière de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale:

Il convient d'éviter que les relations commerciales soient gravement perturbées par des décisions rendues par des tribunaux représentant un lien aussi faible que celui du cas rapporté, où seul un office d'activité commerciale de l'un des demandeurs, qui d'ailleurs ne présentait pas de liens avec le trust initial prétendument lésé, se trouvait à New York aux Etats-Unis. Un futur instrument international devrait donc régir la compétence judiciaire et l'exécution des jugements au plan international de manière exclusive. Il convient d'éviter également une entrave aux relations commerciales par des saisies ou mesures provisoires ordonnées devant des juridictions sans lien réel avec le litige et affectant des tiers, en l'espèce la Confédération suisse et plusieurs banques cantonales, qui ne sont liés en aucune manière aux prétentions litigieuses. Il semble en outre judicieux qu'un futur instrument international régissant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale ne donne pas d'effets à des notifications non conformes à la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*.

The provisional result of the case responds to the expectations of the defendant primarily concerned as well as to those of the Swiss Confederation and the cantons affected. However, great efforts were required in order to reverse the decision of the Supreme Court of New York, Kings County. The mere fact that a court accepted a solution as unusual as awarding interest at an annual rate of more than 50% has caused lively reactions in Switzerland. The same is true for the attachment of funds belonging to the Swiss Confederation and to cantonal banks up to the sum of 125 billion dollars. The final decision in the *Granville Gold Trust* case therefore is expected with great interest.

The case allows already some conclusions to be drawn that might be useful for the work of the Hague Conference in matters of jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters:

It has to be prevented in any case that commercial relationships be impaired by orders issued by courts having only such weak connections as in the present case, in which just a business office of one of the plaintiffs – representing even not the trust allegedly damaged initially – was in New York. A future international instrument should therefore govern jurisdiction and the enforcement of judgments on an international level in an exclusive way. It further must be prevented that international commercial relationships be disturbed by the ordering of attachments or injunctions by courts having no real connection to the case and affecting third parties – as the Swiss Confederation and several cantonal banks in the present case – being in no way related with the claim in question. It would finally seem to be reasonable if a future international instrument on the jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters would not give any effect to notifications non-conforming to the requirements of the *Hague Convention of 15 November 1965 on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters*.